

Mars 2018

Note d'information régionale

Relative à l'élaboration
des EPRD et des PGFP



La présente note vise à éclairer les organismes gestionnaires (OG) d'établissements et services médico-sociaux (ESMS) dans le cadre de la mise en œuvre du passage à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD). Elle identifie, en outre, des points de vigilance sur lesquels les OG devront porter une attention toute particulière ainsi que les attendus en matière de construction des EPRD / PGFP (plan global de financement pluriannuel).

L'ensemble de la documentation utile (cadre EPRD normalisé, annexes, guide de remplissage...) ainsi que **les références réglementaires** sont disponibles sur le [lien aide de l'application ImportEPRD](#).

Contexte

Si l'ensemble des EHPAD est soumis à l'EPRD dès 2017, pour les autres ESMS, le passage à l'EPRD se fera de façon progressive suite à la conclusion d'un CPOM ou d'un avenant le prévoyant expressément.

Sommaire

- 1 PRINCIPE DE L'EPRD
- 2 CALENDRIER REGLEMENTAIRE
- 3 MODALITES DE TRANSMISSION DE L'EPRD
- 4 HYPOTHESES DE TRAVAIL
POUR LA CONSTRUCTION DE L'EPRD ET DU PGFP

1

PRINCIPE DE L'EPRD

Malgré un exercice qui peut sembler comparable au « budget prévisionnel », l'EPRD induit une évolution de fond significative, consistant en une présentation différente des comptes présents dans le BP :

- Le cadre historique (BP) : une logique de transmission aux autorités de tarification (AT) d'un niveau de dépenses qui induit le niveau de ressources.
- Le cadre EPRD :
 - un niveau de ressources, arrêté par les AT, qui autorise un niveau de dépenses pouvant être abondé de recettes complémentaires (vente de repas extérieur, mise à disposition de locaux, autres prestations...) ;
 - L'EPRD/PGFP a vocation à être un **outil de pilotage interne pour l'OG et ses ESMS**. Les prévisions doivent être **sincères** et refléter ce qui va se produire au cours l'année N et pour les 5 années suivantes ;
 - L'action des AT dans la campagne budgétaire est recentrée sur la validation des grandes masses financières, de la bonne trajectoire financière du ou des ESMS et de la conformité des documents produits avec les objectifs du CPOM.

Validation/refus de l'EPRD : le principe est une approbation tacite dans un délai de 30 jours à compter du dépôt sur la plate-forme ImportEPRD.

Le cas échéant, en cas de plan de redressement ou de contrat de retour à l'équilibre financier (CREF), une approbation expresse est requise. L'EPRD est réputé rejeté en cas d'absence de réponse des AT dans le délai de 30 jours.

Rappel des motifs de refus de l'EPRD

1) Non respect de l'équilibre réel.

Cet équilibre est décrit à l'article R314-222 du CASF :

- Les produits de la tarification sont ceux notifiés ;
- Les recettes et les dépenses sont évaluées de façon sincère ;
- Le remboursement de la dette en capital n'est pas couvert par la contraction de nouveaux emprunts, sauf dans le cas de renégociation de ceux-ci ;
- La capacité d'autofinancement est suffisante pour couvrir le remboursement en capital des emprunts à échoir au cours de l'exercice ;
- Les recettes affectées sont employées à l'usage auquel elles sont prévues.

2) Non prise en compte des engagements prévus au CPOM (Art. L.313-14-1 CASF pour les gestionnaires privés non lucratifs / R.314-74 pour les autres gestionnaires).

3) Non intégration des mesures prévues dans le plan de redressement (Art. L.313-14-1 CASF pour les gestionnaires privés non lucratifs / R.314-74 pour les autres gestionnaires).

2

CALENDRIER REGLEMENTAIRE

Plusieurs cas possibles :

- Les AT notifient les ressources avant le 31 mars de l'exercice N, l'OG doit transmettre son projet EPRD et ses annexes au plus tard le 30 avril N ;
- Les AT notifient les ressources après le 31 mars de l'exercice N, l'OG doit transmettre son projet EPRD et ses annexes dans les 30 jours qui suivent la dernière notification et, au plus tard, le 30 juin N ;
- En l'absence de notification de ressources par les AT au 31 mai de l'exercice N, l'OG doit transmettre son projet EPRD et ses annexes au plus tard le 30 juin N.

Pour les ESMS qui relèvent d'une compétence tarifaire conjointe (ARS / CD), le délai de 30 jours court à compter de la plus tardive des deux notifications de financements alloués au titre de l'exercice N.

Pour rappel, l'**annexe « activité »** est à transmettre aux AT au plus tard le 31 octobre N-1 et actualisée au 31 janvier N pour ce qui concerne l'activité « CRETON ».

Point de vigilance

- **Les décisions de tarification**, accompagnées des documents explicatifs, **peuvent être transmis par voie électronique** (article R314-220 du CASF).
- Pour les ESMS concernés par une section hébergement tarifiée par le CD, le budget prévisionnel de cette section doit être transmis au Conseil départemental au 31 octobre N-1 (sauf ESMS sous CPOM).
- Dans l'attente de la signature du CPOM, le CA section Hébergement est à transmettre le plus détaillé possible avec l'ERRD aux dates indiquées dans la présente note.
- **Les ESMS rattachés à un ES sont également soumis à ces obligations.**

L'état réalisé des recettes et des dépenses (ERRD) est à transmettre aux AT pour le 30 avril N+1. Pour les ESMS rattachés à un établissement public de santé (EPS), ce document est à transmettre pour le 8 juillet N+1.

3

MODALITES DE TRANSMISSION DE L'EPRD

Quel cadre EPRD pour qui ?

Dans le cas général, le cadre EPRD à utiliser est le **cadre complet**, sauf pour les 2 exceptions suivantes :

- les ESMS rattachés à un EPS déposent un état prévisionnel des charges et produits (EPCP) ;
- les ESMS **PA** non habilités à l'aide sociale ou non tarifés par le Conseil départemental sur la section hébergement déposent un cadre EPRD simplifié.

Quel périmètre ?

Le périmètre de l'EPRD dépend de la signature ou non d'un CPOM, du statut juridique de l'OG et du type d'ESMS.

L'annexe 1 reprend un arbre décisionnel à destination des EHPAD avant signature d'un CPOM.

L'annexe 2 reprend un arbre décisionnel à destination de l'ensemble des ESMS PA et PH après signature d'un CPOM régi par l'article L. 313-12 IV TER du CASF (ESMS PA) et L. 313-12-2 du CASF (ESMS PH).

Point de vigilance

- Pour les ESAT, le budget commercial doit être intégré à l'EPRD et fait l'objet d'un compte de résultat prévisionnel annexe (CRPA) sans FINESS qui entrera dans la consolidation de l'EPRD.
- Les DNA et autres activités sans FINESS doivent intégrer l'EPRD via un compte de résultat prévisionnel annexe (CRPA) sans FINESS.
- Pour les ESMS cofinancés, le CRP reprend les charges et produits de l'ESMS toutes sections tarifaires confondues. La répartition par section est à **détailler** au sein de l'annexe financière n°5.
- Pour les ESMS publics ayant signé une convention financière avec l'ARS en 2017 prévoyant le passage anticipé à l'EPRD, celui-ci doit comporter l'ensemble des ESMS gérés par l'OG (PA/PH).
- Le budget du siège social est hors périmètre EPRD et ne fait pas l'objet d'un CRP puisque les quotes-parts de frais de siège sont intégrées aux CRP des ESMS.

Quels documents ?

Le contenu de l'EPRD est précisé aux articles R314-213 et R314-223 du CASF :

- **Cadre normalisé de l'EPRD dûment renseigné** (cf point 4) ;
- **Annexes obligatoires** :
 - **Rapport budgétaire et financier** ;
 - Cadre normalisé du tableau des effectifs rémunérés par CRP ;
 - Cadre normalisé de l'annexe financière permettant d'identifier les charges couvertes par les différents financeurs (pour les EHPAD, FAM et SAMSAH) ;
 - Les données nécessaires au calcul des indicateurs applicables à l'ESMS. Les ESMS participants au remplissage du tableau de bord de la performance sont exonérés de ce document ;
 - Le PPI actualisé le cas échéant ;
 - Un plan détaillant les modalités de transport pour les ESMS PH adultes qui assurent de l'accueil de jour.

Les cadres normalisés cités ci-dessus sont téléchargeables sur le [site internet de la DGCS](#).

L'article R314-225 du CASF prévoit que **l'AT peut s'opposer à l'EPRD** lorsque celui-ci n'est pas fixé conformément aux dispositions de l'article [R. 314-221](#) ou n'est pas accompagné des documents mentionnés à l'article [R. 314-223](#).

Point de vigilance

Le rapport budgétaire et financier doit porter sur l'analyse globale des équilibres et expliciter les hypothèses retenues dans la construction des recettes, des dépenses et des investissements et leur évolution par rapport aux années précédentes. Il doit également présenter l'évolution de l'activité (TO...), de la masse salariale ou tout autre fait marquant impactant l'EPRD/PGFP. En cas de situation financière dégradée l'OG décrit les mesures mises en œuvre dans le cadre de son redressement. Un état détaillé des comptes de liaisons mouvementés au bilan sera joint au rapport. Pour chacune des 3 catégories de comptes de liaison (investissement, exploitation, trésorerie), la nature des opérations et les structures concernés devront être explicitées.

L'EPRD et ses annexes seront déposés par l'OG sur la plateforme **ImportEPRD**.

Lors de la création du dossier, l'ensemble des ESMS entrant dans le périmètre de l'EPRD doivent être rattachés (cf point 4 « page de garde »). Un contrôle bloquant est effectué lors du dépôt de l'EPRD sur cette modalité.

Point de vigilance

Tout dépôt sur ImportEPRD, une fois validé (soumis) par l'OG, fera courir le délai de 30 jours dont dispose les AT pour statuer sur l'EPRD. **Le système d'information n'a pas prévu de dévalidation** possible par les AT en cas d'oubli de documents ou de correction d'erreur de saisie. Il est donc indispensable d'être particulièrement attentif à la qualité des documents transmis via la plateforme ImportEPRD.

En 2018, une prévisualisation par les AT du projet d'EPRD déposé sur la plateforme est possible sur demande de l'OG. Cette procédure permet à l'OG de recueillir les premières remarques ou éléments à corriger/compléter avant de soumettre son dossier.

Cette prévisualisation ne peut être réalisée que sur un EPRD qui n'a pas encore été soumis/validé par l'ESMS/OG.

Une demande de prévisualisation **n'engage pas** les AT à réaliser un retour avant le dépôt officiel de l'EPRD.

Cette étape ne dispense pas du dépôt dans le respect du délai de 30 jours et au plus tard le 30 juin.

4




HYPOTHESES DE TRAVAIL POUR LA CONSTRUCTION DE L'EPRD / PGFP

Les informations déclinées dans cette partie sont transmises en vue d'initier le travail de construction de l'EPRD/PGFP en amont des notifications.


Elles ne se substituent pas au **rapport d'orientation budgétaire** qui sera joint aux notifications. Une fois ces notifications reçues, l'OG d'ESMS devra ajuster en conséquence son projet d'EPRD avant transmission officielle aux AT.

ONGLET « PAGE DE GARDE »

Il permet de saisir les données d'identification de l'organisme gestionnaire et de **tous les ESMS relevant du périmètre de l'EPRD**.

- Pour générer les onglets relatifs à l'ESMS saisi, cliquer sur 
- Pour modifier le champ « N° FINESS », sélectionner la ligne du FINESS concerné et cliquer sur 
- Pour supprimer une ligne de CRP annexe, sélectionner cette ligne et cliquer sur 

Point de vigilance

- Les ESMS saisis sur la page de garde doivent correspondre à ceux renseignés lors de la création du dossier sur ImportEPRD.
- Afin de générer les onglets relatifs au dernier ESMS saisi, il convient de cliquer sur 
- La 1^{ère} ligne de données doit correspondre au CRP principal (activité principale, établissement le plus ancien ou celui dont les dépenses sont les plus importantes) et ne peut être supprimée.

Comment savoir si l'ESMS est soumis ou non à l'obligation d'une présentation équilibrée ?

Art. R314-222 du CASF	Non soumis à l'obligation d'une présentation équilibrée = EQUILIBRE REEL	Soumis à l'obligation d'une présentation équilibrée = EQUILIBRE STRICT
ESMS concernés	EHPAD, ESMS du périmètre du CPOM	ESMS hors périmètre CPOM mais inclus dans le périmètre EPRD
Définition de l'équilibre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Produits de la tarification = notification, 2. CAF nette >0, 3. Recettes/dépenses évaluées de façon sincère, 4. Remboursement de la dette en capital n'est pas couvert par la contraction de nouveaux emprunts, sauf en cas de renégociation de ceux-ci, 5. Recettes affectées employées à l'usage auquel elles sont prévues. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le compte de résultat est présenté à l'équilibre, 2. Recettes/dépenses évaluées de façon sincère, 3. Remboursement de la dette en capital n'est pas couvert par le produit des emprunts, sauf dans le cas de renégociation de ceux-ci, 4. Recettes affectées employées à l'usage auquel elles sont prévues.

Point de vigilance

Le champ « Compte de résultat prévisionnel (CRP) soumis à l'obligation d'une présentation équilibrée – O/N » ne pourra plus être modifié une fois tous les onglets afférents créés.

Le compte de résultat « non soumis à l'équilibre » ne prévoit pas de reprise de résultat N-2. L'éventuelle reprise de résultat N-2 est inscrite, à titre indicatif, sur les 2 dernières lignes de l'onglet CRPP/A « Report à nouveau déficitaire » et « report à nouveau excédentaire ».

ONGLET « CRPP / CRPA »

(Compte de résultat prévisionnel principal / annexe)

Un onglet par ESMS

Les produits de la tarification **doivent correspondre** aux montants exacts notifiés par les AT.

Les autres produits doivent être évalués de façon sincère notamment au regard des 3 dernières années.

Les reprises de provisions/subventions en compensation de charges d'amortissement prévues au PPI doivent être intégrées à l'EPRD.

Le changement de logique de financement induit, pour le gestionnaire, de développer ses recettes complémentaires qui lui permettront de financer d'éventuelles dépenses supplémentaires.

Les dépenses devront être évaluées de façon sincère au regard des 3 dernières années et des faits marquants pour l'année de l'EPRD.

Point de vigilance

- Si l'OG n'a pas connaissance de ses produits de tarification au moment du dépôt de l'EPRD (décision(s) de tarification non reçue(s) pour le dépôt réglementaire au 30 juin), il convient de les estimer de la façon suivante :

- Recette de tarification des CD :

* Pour les tarifs **hébergement** (ESMS PA / PH), reconduire les ressources de l'année N-1.

* Pour le forfait **dépendance**, reprendre la base pérenne N-1 avec intégration du Xème de l'écart à la dotation cible, incorporation des résultats antérieurs et intégration d'un éventuel financement complémentaire si prévu dans le cadre du CPOM.

- **Dotation ARS** : reprendre la dotation N-1 reconductible plus/moins les mesures nouvelles connues et certaines (Xème de convergence, mesures notifiées par l'ARS...) et ajustée de l'éventuelle reprise de résultat, et indus liés aux recettes CRETON.

- Les CRP des ESMS non soumis à l'équilibre strict peuvent présenter un excédent ou un déficit.

- Les évolutions par rapport aux années précédentes devront être justifiées dans le rapport budgétaire et financier annexé à l'EPRD.

ONGLET « EPRD SYNTHETIQUE »

=> cadre EPRD complet uniquement

Le « tableau de financement prévisionnel » doit reprendre les données de l'onglet « TFP » qui détaille les différents postes pour l'année de l'EPRD et les 2 années précédentes

La partie « Besoin en fonds de roulement prévisionnel » ne sera complétée que si le gestionnaire a mis en œuvre des actions visant à un meilleur recouvrement ou à modifier ses délais de paiement.

ONGLET « TFP »

(Tableau de financement prévisionnel)

=> cadre EPRD complet uniquement

Cet onglet est complété en fonction des réalisations d'investissement sur les 2 dernières années et les prévisions de l'année de l'EPRD en cohérence, le cas échéant, avec les PPI validés.

Point de vigilance

Les données de cet onglet doivent être reprises dans l'onglet « EPRD synthétique » de manière consolidée.

ONGLET « CRP PGFP »

(Compte de résultat prévisionnel PGFP)

=> cadre EPRD complet uniquement

Un onglet par ESMS

Hypothèses destinées à tous les ESMS :

Afin d'apprécier l'évolution de la trajectoire financière, toutes choses égales par ailleurs, il est proposé de :

- n'intégrer aucun coefficient d'évolution des produits de la tarification et des dépenses (ni taux d'actualisation, ni d'inflation, ni d'évolution de la valeur du point dans les comptes de résultat, stabilisation du BFR) ;
- intégrer uniquement les évolutions certaines à ce jour et significatives ou émanant de la définition de la stratégie de l'OG, de l'amélioration de la performance ou encore du CPOM. Il s'agit principalement des éléments suivants :
 - Economies ciblées et, le cas échéant, intégration des mesures relatives à un plan de redressement ou à un plan de retour à l'équilibre ;
 - GPEC (prévision de départ et opportunité de remplacement, effets GVT/Noria...) ;
 - Impact d'une évolution du périmètre d'activité sur les dépenses et les recettes (redéploiement, création de places inscrites au PRIAC...) ;
 - Impact sur l'exploitation (principalement amortissements et frais financiers) des investissements validés (PPI) en cohérence avec l'onglet « PGFP ».

Précisions destinées aux EHPAD

Pour les tarifs **hébergement**, l'hypothèse de travail en recettes est la reconduction des ressources de l'année N-1 soit un taux d'évolution équivalent à 0%.

Pour le forfait **dépendance**, l'hypothèse de travail en recettes est la reconduction de la base pérenne N-1 avec intégration du Xème de l'écart à la dotation cible et intégration d'un éventuel financement complémentaire si prévu dans le cadre du CPOM.

Pour la dotation **soins**, l'hypothèse de travail en recettes est l'intégration d'1/X^{ème} de l'écart à la dotation cible jusqu'en 2023 inclus.

*Pour rappel, la dotation cible soins est calculée de la manière suivante :
dernier GMPS validé au 30 juin N-1 x valeur du point x capacité financée en
hébergement permanent uniquement*

Point de vigilance

* La saisie des données de cet onglet s'effectue selon des modalités différentes en fonction des groupes de dépenses :

- les prévisions des groupes 1 et 2 sont saisies en variation annuelle. Un montant saisi en + induit une augmentation des dépenses et en – une diminution ;
- les prévisions sur le groupe 3 doivent être saisies en montant annuel.
- les hypothèses retenues devront être présentées dans le rapport budgétaire et financier.

* Pour les ESMS PH, aucune recette prévisionnelle au titre des jeunes relevant de l'amendement CRETON ne doit être intégrée au PGFP. En effet, l'impact de ces recettes est neutre car reprises en N+2.

Onglet « PGFP » (plan global de financement pluriannuel)

=> *cadre EPRD complet uniquement*

Il s'agit ici d'intégrer uniquement les mesures/projets émanant de la définition de la stratégie de l'OG ou du CPOM.

Cet onglet vise à établir, sur une période glissante de six ans, une simulation de la trajectoire consolidée des grands équilibres financiers à moyen terme de l'ensemble constitué par les établissements et services inclus dans le périmètre de l'EPRD.

Sont notamment attendus, en lien avec la stratégie définie par l'OG et les objectifs du CPOM :

- les impacts sur les postes du bilan de la politique d'investissements validée (PPI) en cohérence avec les onglets « CRP PGFP » (amortissement, frais financiers, reprises...) ;
- le cas échéant, l'impact sur le BFR des évolutions de l'offre ou de la politique en matière de délai de recouvrement et paiement.

Point de vigilance :

Les données complémentaires nécessaires au calcul des ratios doivent impérativement être complétées (lignes 115 à 122). En 2017, il a été constaté un manque d'exhaustivité sur ces données.

Onglet « FDR » (Fonds de roulement)

=> *cadre EPRD complet uniquement*

Cet onglet reprend le bilan financier de l'OG sur les deux dernières années (N-2 et N-1) et permet de faire apparaître le fond de roulement (FR), le besoin en fond de roulement et la trésorerie au 31/12/N-1. Ces données sont reprises automatiquement dans certains onglets de l'EPRD (EPRD synthétique, PGFP...)

Point de vigilance :

Le bilan financier doit présenter la situation financière réelle de l'ESMS/OG. Les éventuels comptes de liaisons qui impactent le bilan doivent donc y figurer.

Onglet « Ratios financiers »

=> *cadre EPRD complet uniquement*

Cet onglet reprend 17 indicateurs financiers sur les années N-1 et N-2. *Les indicateurs N-1 sont calculés automatiquement à partir des données saisies dans les onglets précédents.* Les indicateurs N-2 doivent être calculés et saisis à la main.

Point de vigilance

En 2017, il a été constaté un manque d'exhaustivité sur ces données. Les indicateurs financiers permettent d'obtenir une vision de la situation financière de la structure sur plusieurs exercices.

Onglet « Tab_eng. Hors bilan » (tableau des engagements hors bilan)

=> *cadre EPRD complet uniquement*

Il reprend un tableau des engagements hors bilan permettant notamment d'inscrire d'éventuels contrats de crédit bail.

Onglet « Tableau Rcc » (répartition des charges communes)

Cet onglet permet de répartir les charges communes sur les différents ESMS de l'EPRD ou hors EPRD. Il est possible d'ajouter des colonnes lorsque la répartition s'effectue sur plus de 3 ESMS.

Point de vigilance

- en cas d'ajout de colonne(s), il convient d'étirer les formules « Total » des lignes 30 et 36 afin que les montants soient bien pris en compte,
- il convient de bien répartir le montant **total** inscrit en colonne intitulée « Montant total du compte » dans les colonnes suivantes. Aucun reliquat ne doit subsister.

Onglet « Fiche_Récap. »

=> *cadre EPCP uniquement*

Il reprend, pour chacun des budgets de l'EPS, le total des charges et produits et les éléments constitutifs de la CAF sur les exercices N-2, N-1 et N ainsi qu'un tableau de financement global sur la même période.

Onglet « Extrait PGFP_Investissements »

=> *cadre EPCP uniquement*

Il a vocation à rappeler les programmes d'investissement des ESMS relevant du périmètre de l'EPCP, tels qu'ils ont été approuvés par AT, et à présenter leur déclinaison au titre de l'exercice budgétaire en cours.

Afin de disposer à la fois d'une vision consolidée et d'une vision au niveau de chaque entité et de faciliter la correspondance avec chacun des PPI approuvés, il est recommandé de présenter les opérations, ESMS par ESMS :

- **1^{er} Tableau** (à partir de la ligne 7) : toutes les opérations d'investissement programmées dans le cadre des PPI, ainsi que leurs modalités de financement, sont à reporter, ligne à ligne, selon la même présentation que le modèle figurant à l'annexe 5 de l'arrêté du 22 octobre 2003.
- **2nd tableau** (à partir de la ligne 17) : ne sont à reprendre ici que les investissements ayant une incidence sur l'exercice en cours. Pour l'EPCP 2018, il s'agit des opérations initialisées avant le 1er janvier 2018 et toujours en cours et celles dont le démarrage est prévu en 2018.

GLOSSAIRE

ARS : Agence régionale de santé
AT : Autorité de tarification
BFR : Besoin en fonds de roulement
BP : Budget prévisionnel
CA : Compte administratif
CAF : Capacité d'autofinancement
CASF : Code de l'action sociale et des familles
CD : Conseil départemental
CPOM : Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens
CREF : Contrat de retour à l'équilibre financier
CRP P ou A : Compte de résultat prévisionnel principal ou annexe
EHPAD : Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
EPRD : Etat prévisionnel des recettes et des dépenses
EPCP : Etat prévisionnel des charges et produits
EPS : Etablissement public de santé
ERRD : Etat réalisé des recettes et des dépenses
ESMS : Etablissements et services médico-sociaux
FAM : Foyer d'accueil médicalisé
FR : Fonds de roulement
GMPS : Groupe iso-ressources moyen pondéré soins
GPEC : Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences
GVT : Glissement vieillesse technicité
OG : Organisme gestionnaire
PA : Personne âgées
PGFP : Plan global de financement pluriannuel
PH : Personne handicapée
PPI : Plan pluriannuel d'investissement
PRIAC : Programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie
SAMSAH : Service d'accompagnement médico-social pour adulte handicapé
TO : Taux d'occupation
TFP : Tableau de financement prévisionnel